

TÉMOIGNAGE

« LES COURS, PLUS PROCHES DE LA DISCUSSION QUE DE LA LEÇON MAGISTRALE »

ESTHER JOLY-PETIT, Française de 21 ans, suit le cours « médias, sexe et genre » à l'université de Montréal.

« Pendant ma licence d'information-communication à Paris-XIII, j'ai réalisé un semestre d'échange à Gatineau, près d'Ottawa (Canada). Cela m'a donné envie de faire mon master au Québec. La relation aux professeurs y est radicalement différente de la France. Ils sont très disponibles, et les cours sont plus proches de la discussion que de la leçon magistrale. On se sent écoutés et stimulés. Je me sens aussi plus libre : sur les questions de sexualité, qui sont moins taboues, ou encore dans ma manière de m'habiller. En arrivant ici, j'ai voulu m'investir dans plusieurs activités, afin de pouvoir m'intégrer et de me créer un nouveau quotidien. En tant qu'étudiant étranger, on peut vite se sentir isolé. Cette année, je suis le cours de danse jazz proposé par les activités culturelles de l'université. » ●

PROPOS RECUEILLIS PAR A. RA.



ARTHUR GAUTHIER/HANS LUCAS POUR « LE MONDE »

LE QUÉBEC, PIONNIER DANS LE GENRE

MONTRÉAL - envoyée spéciale

Si l'héroïne du film est folle, alors nous sommes toutes folles», lance une étudiante. Quelques rires fusent dans l'amphithéâtre. Dans ce cours sur « le féminisme et la santé mentale » qui se tient ce jour-là à l'université du Québec à Montréal (UQAM), les étudiants – en grande majorité des filles – y vont tous de leur interprétation du film de Cassavetes, *Une femme sous influence* (1974), sur lequel s'appuie la séance. Jusqu'à aborder leur propre intimité, comme cette autre élève pour qui le film fait écho à « l'injonction quotidienne à devoir se tenir droite, être une bonne fille, sous peine de sortir des cases ».

Étudier le genre à Montréal : de plus en plus de jeunes Françaises et Français font ce choix, attirés par les cursus proposés dans les universités de la ville, par la multiplicité des événements autour de ces questions et par le large réseau de chercheurs spécialisés. « Depuis trois ans, on a noté une recrudescence de l'intérêt des étudiants internationaux, énonce Alice van der Klei, adjointe à la formation de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF), rattaché à l'UQAM, qui propose des cours sur les rapports sociaux entre les sexes en complément ou au travers de cursus spécialisés. Les études féministes sont aujourd'hui à la mode un peu partout, mais nous, cela fait trente ans qu'on fait ça. »

FORTE INSTITUTIONNALISATION

Quand elle a intégré un cours sur « les médias, le sexe et le genre » à l'université de Montréal (UdeM), Esther Joly-Petit, Française de 21 ans, s'est sentie « très en retard. Les Québécois avaient tous déjà eu des sessions sur le féminisme ou les questions queer pendant leur licence, se souvient l'étudiante en maîtrise (équivalent du master français) de communication. Avec les autres Français, on voyait bien qu'on n'avait aucune notion ». Ce cours lui a « ouvert l'esprit », explique-t-elle, notamment sur la représentation des personnes trans-

Reportage A Montréal, l'étude des rapports sociaux entre les sexes est proposée dans les universités depuis une trentaine d'années, offrant une grille d'analyse nouvelle, dont les étudiants français sont de plus en plus demandeurs

genres – qui ont une identité non conforme à leur sexe de naissance. « D'ailleurs, au début de la session, le professeur nous a demandé : "Par quel pronom aimeriez-vous qu'on s'adresse à vous ?" Cela m'a beaucoup surpris, c'était très nouveau », témoigne-t-elle.

« J'enseigne à beaucoup de Français qui, à la fin de mes cours, viennent me dire qu'ils n'avaient jamais été sensibilisés à cette grille d'analyse féministe », souligne Anne-Marie Auger, enseignante-chercheuse en cinéma, genre et sexualité à l'UQAM. « En France, les étudiants sont exposés tardivement à ces perspectives. Et encore, ils doivent souvent faire l'effort d'aller les chercher eux-mêmes, constate Éléonore Lépinard, sociologue et professeure associée en études de genre à l'université de Lausanne. C'est tout à fait différent au Québec. Cela y révèle une forte institutionnalisation des études de genre, pour laquelle la province a été en avance sur la France. Le terrain était fertile : le féminisme a été adopté par la classe politique comme l'un des produits de la "révolution tranquille" [période des années 1960 associée à diverses avancées sociales et culturelles au Québec]. »

« ARRIVER ICI, C'ÉTAIT UN CHOC. JE ME SUIS TOUJOURS SENTIE FÉMINISTE, MAIS MA BOÎTE À OUTILS ÉTAIT VIDE »

MYRIAM BERNET
26 ans, étudiante française à l'UQAM

Ces disparités entre le Québec et la France s'expliquent aussi par les réticences longtemps affichées par les universités françaises vis-à-vis de cette discipline, affirme la chercheuse Françoise Thébaut, spécialiste de l'histoire des femmes : « En France, il y a toujours une certaine utopie d'universalisme, qui considère que des recherches sur un groupe particulier sont forcément phagocytées par un milieu militant. De là est né un soupçon de non-scientificité très fort à l'égard des études de genre. » Mais les traditions universitaires évoluent et, depuis une dizaine d'années, de plus en plus de thèses sont soutenues en France autour de ces questions, tandis que des formations et des cours se développent – principalement en master. Le CNRS a créé, en 2014, un laboratoire dévolu au genre et à la sexualité.

Pour autant, la France n'a pas rattrapé son cousin d'outre-Atlantique, et le Québec continue de se distinguer dans la francophonie par son offre de formations et son organisation des études sur le genre. Depuis 2011, le Réseau québécois en études féministes (RéQEF) structure les recherches à l'échelle de la province et participe à la décentralisation des études féministes, pour l'heure moins développées dans les universités hors Montréal. « Grâce à ce réseau, nous possédons un pouvoir de défense de notre discipline, qui a aussi longtemps été décriée au Québec », indique Pascale Dufour, responsable de la mineure (spécialisation) en études féministes à l'université de Montréal.

Myriam Bernet, une Française de 26 ans qui étudie les sciences politiques à l'UQAM, a ainsi trouvé au Québec une approche qui lui manquait en France. « Arriver ici, c'était un choc. Je me suis toujours sentie féministe, mais ma boîte à outils était vide », raconte l'étudiante, qui suit une spécialisation en études féministes. Pendant mes études de photographie en France, tous les artistes qu'on étudiait étaient des hommes blancs. Ici, j'ai étudié des auteures américaines noires, j'ai compris les notions d'orientalisme et d'intersectionnalité. »

Beaucoup de Français viennent chercher au Québec cette approche « intersectionnelle » des études de genre. Celle-ci considère le combat contre le sexisme comme indissociable d'autres dimensions (racisme, homophobie, inégalités sociales). D'abord développée aux États-Unis avec le *black feminism*, elle a pris place dans le champ académique québécois. « L'approche intersectionnelle a explosé il y a cinq ans, portée par notre société multiculturelle », observe la directrice de l'IREF, Rachel Chagnon.

ENJEUX DE L'ÉGALITÉ FEMME-HOMME

Au Québec, le développement des études de genre s'est accompagné d'un mouvement d'ouverture de l'université aux enjeux de l'égalité femme-homme : féminisation du corps professoral, lutte contre les violences sexuelles, développement d'une culture de l'égalité. « Les professeurs font attention à donner la parole aux femmes, en cours. Et, dans les assemblées générales d'étudiants, il y a des tours de parole pour s'assurer d'une égale répartition de l'expression homme-femme », a remarqué l'étudiante Myriam Bernet. Un point qui n'a rien d'anecdotique, note la sociologue Éléonore Lépinard : « L'institutionnalisation des études de genre est indissociable de la création de dispositifs pour l'égalité dans les universités – des questions qui, en France, sont peu prises au sérieux. »

Les universités québécoises ne sont pour autant pas à l'abri de scandales sexistes – plusieurs affaires de harcèlement ont éclaté à Montréal. Et même si leur discipline est plus établie qu'en France, les chercheuses québécoises ne versent pas dans l'angélisme. « Il existe bien des espaces protégés pour enseigner les études de genre, mais on continue de mener, à certains endroits, des batailles pour le moins épiques pour légitimer notre approche », rappelle Pascale Dufour, de l'université de Montréal. Comme celle dans laquelle elle se lance, pour créer un master consacré aux études de genre dans son université. ●

ALICE RAYBAUD